



## LES AGRICULTEURS VEULENT-ILS METTRE SUR PAUSE LES LEGISLATIONS ENVIRONNEMENTALES ?

**Ces derniers jours, certaines personnalités politiques se sont fendues dans la presse de vouloir « mettre sur pause » les législations environnementales, celles-ci étant selon eux trop contraignantes pour notre société.**

Mais est-ce vraiment souhaitable ? À la FUGEA, nous pensons que non. Vu l'urgence environnementale, nous ne pouvons nous permettre de mettre la transition sur pause. Depuis quelques années, chaque saison nous amène son lot d'événements extraordinaires, dont l'agriculture est une des premières victimes. Il est donc urgent de continuer à prendre des mesures pour sauvegarder notre environnement et s'adapter sur le terrain.

Par contre, il est vrai que certaines législations agricoles de ces dernières années, en faveur de l'environnement (CVP le long des cours d'eau, BCAE 5 « Érosion», ...), n'ont pas toujours été réfléchies de manière appropriée. Elles ont dès lors été très mal perçues et ont créé de la frustration (légitime) dans le chef des agriculteurs et agricultrices.

En analysant ces mesures de plus près, c'est surtout sur la mise en oeuvre que la critique doit être faite. Mauvaise préparation, mauvaise communication et/ou complexation administrative sont souvent les responsables du rejet de ces mesures.

Sur le fond, la grande majorité de nos membres reste toutefois convaincue de la nécessité d'agir, de manière raisonné et agronomiquement compatible, pour préserver nos ressources.

Il faut donc que la superficie agricole soit préservée afin de pouvoir réaliser une agriculture plus extensive de type « Land-Sharing » (voir article page 30) avec la notion « zéro artificialisation nette » de la zone agricole en appliquant une agriculture agro-écologique ou se conjugue, sur le même espace, production agricole et mesure en faveur de l'environnement et de la biodiversité. Cette préservation de l'environnement par nos pratiques agricoles, et non par des zones sanctuarisées, est une position forte de la FUGEA.

Il est important de garder le cap en faveur de la transition mais en redoublant de bon sens agronomique et de concertation avec le milieu agricole. Cette transition doit être juste. Elle ne peut être portée uniquement par les agriculteurs-trices, comme nous l'avons rappelé aux Ministres Tellier et Borsus (voir lettre page 6). Des budgets spécifiques doivent, par exemple, être débloqués.

Pour conclure, tout l'enjeu de ces prochaines années sera de trouver le bon équilibre entre production agricole, impératifs socio-économiques et environnement. Et pour cela, les décideurs devront être à l'écoute des réalités de terrain. Non de ceux qui ont décidés de tout rejeter en bloc, mais bien de ceux qui veulent avancer et être force de propositions rationnelles. Réfléchir aux mesures qui concilient agriculture et environnement, plutôt que de les opposer.

**LA GRANDE MAJORITÉ DE NOS MEMBRES RESTENT TOUTEFOIS CONVAINCUS DE LA NÉCESSITÉ D'AGIR, DE MANIÈRE RAISONNÉE ET AGRONOMIQUEMENT COMPATIBLE.**